

Projet d'enquête pour avis d'opportunité

1. Intitulé de l'enquête

Enquête sur le Sentiment d'Exposition aux Risques environnementaux (ESER2013)

2. Service producteur

Service d'observation et des statistiques (SOeS) du Commissariat général au développement durable (CGDD) .

3. Service réalisant la collecte

La réalisation de la collecte sera effectuée par un prestataire dans le cadre d'un marché public. Ce prestataire sera notamment sélectionné sur la base de la valeur technique de l'offre proposée, du prix de la prestation, de la capacité professionnelle à répondre aux attentes d'excellence méthodologique du service, ainsi que de sa prise en considération des enjeux de développement durable.

Le choix de déléguer la collecte répond à une volonté d'accélérer sensiblement la procédure d'enquête, dans la mesure où celle-ci a déjà été reportée deux années de suite.

4. Historique de l'enquête

La première édition de l'enquête sur le sentiment d'exposition aux risques a été élaborée en 2006, réalisée en 2007 et exploitée en 2008. Le processus d'élaboration de la seconde édition de l'enquête a été retardé, alors que l'objectif initial était de mener ce travail de suivi du sentiment d'exposition aux risques tous les quatre ans, (cf. présentation de l'ensemble du dispositif pluriannuel d'enquêtes du SOeS sur l'opinion et les pratiques environnementales, lors de la réunion de la commission Environnement du Cnis du 7 juillet 2007). C'est pourquoi, aujourd'hui, la réalisation de cette étude constitue un enjeu d'importance pour la sous-direction de l'information environnementale. Il s'agit en effet de mener à son terme un projet laissé en suspens durant deux années.

Par ailleurs, le bilan de la première édition ayant fait apparaître certaines insatisfactions, il s'avère nécessaire de réviser assez largement le dispositif, sans pour autant abandonner tout point de comparaison. Enfin, pour donner une valeur accrue à cette nouvelle version de l'enquête, il a été décidé de la soumettre au Cnis pour avis d'opportunité et de conformité, contrairement à la première édition. C'est donc dans une perspective assez distincte de la précédente que se conçoit actuellement ce projet d'enquête sur le sentiment d'exposition aux risques environnementaux.

5. Bilan d'exécution de l'enquête et des résultats produits

En 2007, une première enquête sur le *Sentiment d'Exposition aux Risques majeurs* (ESER) cherchait à interroger la façon dont les ménages ressentent les risques environnementaux à proximité du lieu où ils résident. De fait, il s'agissait de prendre en compte les effets de contexte géographique et les sentiments exprimés par les personnes.

Prenant appui sur une vingtaine de questions et s'adressant à un échantillon de 5 780 personnes, cette enquête quantitative a permis d'améliorer significativement les connaissances sur cette question, notamment au travers de deux publications dédiées :

- **Les Français clairvoyants sur leur exposition au risque d'inondation**, 4 pages, n°123, Institut français de l'environnement, janvier-février 2008
- **L'exposition aux risques environnementaux davantage ressentie dans les grandes villes**, *Le point sur*, n°11, Commissariat général au développement durable, avril 2009.

En se limitant à une dimension essentiellement descriptive, la première édition de l'enquête n'a souvent fait que confirmer bon nombre d'hypothèses élémentaires. Par ailleurs, en focalisant sur trois risques et plus particulièrement, sur le risque d'inondation, l'enquête a survalorisé des problèmes auxquels la population n'accorde pourtant qu'un intérêt limité, comparativement au changement climatique ou à la pollution de l'air .

6. Objectifs généraux de l'enquête – Principaux thèmes abordés

Dans la nouvelle version de l'enquête, il semble pertinent d'ouvrir davantage le questionnement pour saisir plus largement les différents risques auxquels les ménages se sentent exposés.

De manière générale, les participants au séminaire de lancement ont manifesté leur intérêt à l'égard d'une telle approche, en soulignant sa complémentarité évidente avec d'autres travaux menés sur l'exposition aux risques. A l'issue de la présentation du bilan de la première édition de l'enquête (ESER 2007), les différents experts du risque invités à cette réunion ont bien évidemment eu l'occasion de se positionner face à un certain nombre d'évolutions proposées :

- *Confrontation entre exposition effective et sentiment d'exposition*
- *Modes de composition avec le risque des populations surexposées*
- *Catégorisations différenciées du risque ressenti*

Si les orientations proposées n'ont pas suscité de réserves particulières, de nombreuses remarques et suggestions ont cependant été formulées au cours de la discussion générale sur le projet. On peut synthétiser ce débat en quelques grandes hypothèses de travail :

- Consentement : En lien avec les approches économiques visant à évaluer le consentement à payer, la question de l'acceptation consentie du risque a été soulevée : Pourquoi et dans quel cadre est-on disposé à s'accommoder d'une forte exposition au risque ? Sur quel socle de connaissance le public s'appuie-t-il pour exprimer un *consentement éclairé* ?
- Appréhension : Si la perception des risques se révèle souvent variable d'une personne à l'autre, cela s'explique en partie du fait du caractère extrêmement diversifié des expériences que chacun a pu faire au cours de son existence. Avoir été confronté une catastrophe diffère ainsi de la connaissance abstraite d'un phénomène distant d'un point de vue spatio-temporel. Il s'avère donc crucial d'interroger le vécu des individus, en ce qu'il est susceptible de constituer un déterminant de leur rapport aux risques.
- Ressenti individuel et vulnérabilité collective : L'appréhension du risque diffère selon que celui-ci touche plus directement l'individu ou, inversement, si l'exposition au risque concerne avant tout la collectivité à laquelle il appartient, le milieu dans lequel il évolue.
- Constitution d'un savoir et d'une conscience du risque : Pour appréhender les différents niveaux d'aversion au risque, il semble important de saisir la façon dont s'est construite la relation au risque des individus, au fil du temps et des expériences. Cela nous conduit à interroger les formes d'éducation et de socialisation au risque, pour évaluer leur impact.
- Une inégale capacité à affronter le risque : Selon que le risque est choisi ou subi, la façon dont les acteurs se positionnent à son égard diverge.

Au terme de ce séminaire de lancement, de nombreuses questions restaient en suspens . Elles sont actuellement traitées au fur et à mesure des échanges réguliers qui structurent les travaux du comité de concertation.

7. Origine de la demande et utilisateurs potentiels des résultats

Inscrite au programme de travail du SOeS, cette enquête est sans lien avec un règlement européen et ne relève pas d'une procédure formelle ou obligatoire. De fait, les orientations du questionnaire ne sont pas contraintes par des cadrages stricts. En revanche, il faut souligner que la reconduction d'ESER répond à une volonté institutionnelle d'amélioration de la prévention des risques.

Cette enquête s'intègre dans une démarche globale d'étude (initiée suite à la première Conférence environnementale, en septembre 2012) des risques émergents et des problèmes sanitaires induits par l'exposition de la population à certains facteurs de risques environnementaux. Plus globalement, l'enquête contribuera également à alimenter les réflexions du Ministère sur la résilience des territoires et sur les situations d'inégalités environnementales.

Une telle enquête intéresse directement d'autres services du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Elle répond aussi aux attentes de l'Observatoire national des effets du réchauffement climatique (ONERC, rattaché à la Direction générale de l'énergie et du climat). De même, les résultats obtenus auront vocation à être exploités en partenariat avec l'unité « Gestion sociétale des risques » de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS, établissement public sous tutelle du MEDDE) pour approfondir ensemble des orientations sensiblement convergentes sur cette question.

Au sein du CGDD, une utilisation partenariale des résultats est également envisagée, aussi bien avec le Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable (SEEIDD) qu'avec la Direction de la recherche et de l'innovation (DRI) et la Délégation au développement durable (DDD).

Sans préjuger par avance de l'intérêt qu'ils pourront accorder aux résultats de l'enquête, il convient de préciser en conclusion que des spécialistes de la question des risques et des études quantitatives ont été invités à participer aux travaux du comité de concertation d'ESER 2013 (cf. point 17 de la fiche).

8. Place dans le dispositif statistique déjà existant sur le même sujet ; apport à la connaissance du domaine par rapport à d'autres sources déjà disponibles

A l'issue d'un important travail de référencement bibliographique, il apparaît clairement qu'aucune étude existante ne permet d'appréhender finement le sentiment d'exposition aux risques. En effet, la principale enquête statistique traitant de ce sujet s'attache d'abord à hiérarchiser les préoccupations des Français face à différents risques, à estimer les niveaux de confiance des citoyens à l'égard de l'information et des mesures de protection mises en œuvre par les pouvoirs publics sur ces risques (IRSN, *Baromètre annuel sur la perception des risques et de la sécurité par les Français*).

Ce classement des préoccupations se retrouve par ailleurs sous une forme un peu différente dans d'autres baromètres réalisés pour le compte du SOeS, dans le cadre de l'enquête *Camme* de l'INSEE et de l'enquête *Conditions de vie et aspirations des Français* du Credoc. Toutefois, même si ces résultats permettent de suivre régulièrement des évolutions croisées, elles se focalisent sur le risque induit de dégradation de l'environnement et non sur la diversité des menaces qui sont associées aux risques.

Il en va de même pour une partie du questionnement de l'enquête sur les *représentations sociales de l'effet de serre*, menée depuis plusieurs années à l'initiative de l'Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie (ADEME). Traitant spécifiquement du risque climatique, ce baromètre apporte certains éclairages sur la question qui nous intéresse, sans pour autant questionner le sentiment d'exposition des citoyens et la nature des risques auxquels ils pourraient se trouver plus particulièrement exposés près de chez eux.

De manière plus générale, l'enquête a vocation à s'intégrer dans le dispositif général de suivi des risques du MEDDE. A l'instar de ce qui s'était fait lors d'ESER 2007 avec la base communale *Corinte*, le travail d'échantillonnage pourra s'appuyer sur l'ensemble des données géolocalisées sur l'exposition aux risques. On citera plus particulièrement la base *Gaspar*, l'atlas des zones inondables, les données communales mises à la disposition du public sur le portail *Prim.net*, la cartographie de l'exposition des populations aux risques climatiques (Onerc), la Plateforme intégrée pour l'analyse des inégalités d'exposition environnementale (*Plaine*, actuellement développée par l'Ineris) et l'ensemble des données du SOeS sur les risques qui participent au travail de cartographie de l'environnement français (*Geoidd*).

Complémentaires à cet ensemble d'informations objectives sur les risques, les résultats d'ESER 2013 apporteront un éclairage subjectif, en s'attachant prioritairement au ressenti, aux perceptions, aux opinions, aux présupposés et aux représentations des citoyens. L'échantillonnage ayant vocation à prendre en considération l'absence d'exposition tout autant que les situations avérées de surexposition à certains risques, le traitement par type de risque permettra de mettre en perspective la diversité des situations socio-géographiques sur la question.

9. Insertion dans un système d'information

Il s'agit d'une enquête ponctuelle. Il n'est pas prévu de réaliser d'enquête complémentaire, ni de post-enquête. Dans le cas où l'enquête serait effectivement reconduite en 2017, un bilan de l'édition 2013 sera fait pour décider des éventuels aménagements du dispositif. Une nouvelle procédure sera alors entreprise pour obtenir du Cnis un avis d'opportunité et de conformité.

10. Cible de l'enquête

Comme lors de la première édition de l'enquête, ce sont exclusivement les particuliers qui sont concernés par ESER 2013. Outre les complications techniques et les surcoûts que générerait une enquête portant également sur les organisations (entreprises, établissements recevant du public, ...), il s'avère que celles-ci font par ailleurs l'objet d'un suivi spécifique dans le cadre de la politique de prévention des risques.

11. Champ de l'enquête

L'objectif de l'enquête est de saisir le sentiment d'exposition aux risques des individus majeurs (âgés de 18 ans et plus) résidant en France. Dans ce cadre, on s'intéressera plus particulièrement aux personnes dont l'habitation principale se situe dans une zone fortement exposée à un risque spécifique (*cf. supra*). Pour autant, un échantillon-témoin sera défini pour appréhender plus largement le sentiment des Français (indépendamment de leur situation d'exposition).

Même s'il semble d'ores et déjà acquis que le risque inondation sera à nouveau étudié de manière spécifique, le périmètre des risques environnementaux sur lequel sera opérée une focale particulière fait toujours l'objet de discussions. De ce fait, il n'est pas possible pour l'instant de préciser les situations de surexposition qui seront étudiées sur la base des données dont nous disposons.

12. Champ géographique de l'enquête

Afin de se conformer aux recommandations du groupe de travail du CNIS « Statistiques DOM-COM¹ », la nouvelle édition d'ESER entend couvrir plus largement le territoire national, en incluant l'ensemble des départements et régions d'Outre-mer. Cela répond notamment à la volonté de saisir plus finement le sentiment d'exposition des populations résidant sur ces territoires particulièrement vulnérables. En revanche, ce choix n'implique pas d'élaborer un questionnaire spécifique pour l'Outre-mer.

13. Bases de sondage, échantillonnage

Le dispositif méthodologique de l'enquête sera conçu en partenariat avec le prestataire retenu à l'issue de la procédure de marché public. A défaut de pouvoir détailler le plan de sondage dès à présent, précisons toutefois que l'objectif est d'interroger un échantillon représentatif des foyers français selon la méthode des quotas, en s'attachant aux répartitions par sexe, par âge, par catégorie socioprofessionnelle et par type d'agglomération.

A cela se rajoute un ciblage en fonction des différents risques auxquels les enquêtés sont (ou non) exposés, l'idée étant de disposer de plusieurs sous-échantillons représentatifs :

¹ Morel Bernard et Redor Patrick (2008), *Rapport du groupe de travail « Etat des lieux des statistiques d'outre-mer »*, Conseil national de l'information statistique, rapport n°109, juillet 2008.

- exposition non significative ; - exposition élevée à un risque x ; - exposition élevée à un risque y ; - exposition élevée à un risque z ; - etc...

A l'instar de la précédente enquête qui avait permis d'interroger plus de 5 700 personnes à l'échelle nationale, l'édition 2013 d'ESER a pour ambition de s'adresser à une population équivalente.

14. Mode de collecte

Il avait initialement été envisagé de conduire à nouveau cette enquête en recourant à un mode de collecte du type « téléphone fixe ». Ce choix n'est cependant pas irrévocable, puisqu'on constate une difficulté croissante à enquêter certaines populations de cette manière. Le cahier des charges du marché public va donc laisser ouverte la question du mode de collecte, les candidats devant formuler des propositions méthodologiques et financières justifiées. A l'occasion de la dernière enquête menée au sein de notre bureau pour étudier les pratiques environnementales des ménages (EPEM 2010), cela nous a conduits à faire le choix de privilégier un mode de collecte en face-à-face, plutôt que le téléphone. Dans le cas présent, le recours au face-à-face ne semble pas aussi pertinent au regard du potentiel surcoût qu'il induit. En revanche, une méthodologie multimode associant téléphone (y compris mobile) et internet ne nous semble pas inenvisageable, dès lors que les candidats répondant à l'appel d'offres sont en mesure d'offrir des garanties sérieuses sur la fiabilité statistique des données ainsi collectées.

15. Date (approximative) et périodicité de la collecte

Sous réserve de l'obtention de l'avis de conformité du Comité du Label en juin prochain, la collecte devrait avoir lieu, en une seule fois, au cours du mois de septembre 2013. Par la suite, l'enquête devrait être reconduite en 2017, conformément au rythme quadriennal évoqué précédemment.

16. Temps de réponse - Contraintes imposées à l'enquêté

La durée de passation du questionnaire devra impérativement être inférieure à 15 minutes. Vraisemblablement, sa durée sera d'une dizaine de minutes.

17. Instances de concertation (comitologie)

- *Comité préparatoire*

Composition : Comité réunissant des experts de la question des risques au sein du MEDDE, présidé par le chef du Service d'Observation et des Statistiques (SOeS-CGDD) : CGDD-SOeS, CGDD-SEEIDD, CGDD-DDD, CGDD-DRI, MEDDE-DGPR, MEDDE-DGEC

Prérogatives : Dresser un bilan de la précédente enquête ; Echanger sur les attentes des différents services à l'égard de l'enquête ; Identifier les principales problématiques qu'il s'agirait d'étudier ; Réfléchir sur le périmètre des risques à intégrer ; Préparer les travaux du comité de concertation.

→ Réunion unique (Séminaire de lancement) le Mercredi 9 Janvier 2013.

- *Comité de concertation*

Composition : Comité réunissant les membres du comité préparatoire (cf. supra) ainsi qu'un ensemble de spécialistes de la question traitée : INERIS, ANSES, IRSN, DATAR, INSEE, CNRS, EHSS

Prérogatives : Définition des grands axes de questionnement ; Elaboration concertée du questionnaire ; Participation à l'exploitation des résultats

- *Comité de pilotage*

Composition : Comité réunissant les responsables des services concernés par l'enquête au sein du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie : Commissariat général au développement durable (SOeS, SEEIDD, DDD, DRI) et Direction générale de la prévention des risques (SRNH, SRT, SPNQE).

Prérogatives : Emission de recommandations / de mises en garde sur les travaux du Comité de concertation ; Validation du questionnaire final ; Suivi de l'exploitation des résultats.

18. Exploitation et diffusion des résultats

Cette enquête prenant place dans le programme de travail de travail de la Sous-direction à l'information environnementale du SOeS, un ensemble de publications aura vocation à en découler pour faire connaître les résultats d'ESER 2013. Le calendrier étant assujéti à un certain nombre d'étapes préalables, le tableau ci-dessous n'a qu'une valeur indicative.

Type de diffusion envisagée	Période de diffusion envisagée	Niveau géographique envisagé pour les résultats	Remarques
Valorisation, communication : Séminaire de restitution avec les membres des comités de suivi	Février 2014	France entière	Ø
Chiffres clés, principaux résultats : Parution d'un <i>Le point sur</i> (4 pages du CGDD) consacré à l'enquête	Avril 2014	France entière	Ø
Chiffres clés, principaux résultats : Restitution des principaux enseignements dans le <i>Rapport sur l'état de l'environnement en France</i> , édition 2014	Juin 2014	France entière	Ø
Synthèses, analyses, publications de références : Parution d'un numéro de la <i>Revue du CGDD</i> consacrée à l'exposition aux risques	2 ^e semestre 2014	France entière	Partenariat avec les services partenaires (projet à confirmer)
Données détaillées : Archivage des données dans le <i>Catalogue d'informations environnementales</i> du MEDDE	Fin 2014	France entière	Ø
Données détaillées : Mise à disposition de Fichiers-détails anonymisés sur demande	Début 2015	En fonction de la nature de la demande	Ø

19. Moyens humains et financiers mobilisés pour l'enquête

L'enquête est coordonnée par le sociologue de la SDIE (chargé de mission contractuel, niveau A). Le suivi de l'enquête ESER représente 60% de sa charge de travail pour 2013 et, approximativement, 25% pour l'année 2014. Un appui technique ponctuel de la Sous-direction des méthodes et données pour le développement durable (SDM3D) viendra compléter la mise à disposition de moyens humains par le SOeS : en 2013 pour l'élaboration de la méthode d'échantillonnage, et en 2014 lors de la mise en œuvre de traitements statistiques élaborés. Le budget total affecté à la réalisation de l'enquête est de 160 000 euros, toutes taxes comprises.

Procédures particulières - Questions sensibles (enquêtes auprès des personnes) :

Aucune donnée sensible (au sens de la *Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978*, ni de la jurisprudence qui y est associée) ne sera collectée dans cette enquête. Par ailleurs, aucune enquête complémentaire ne sera réalisée *a posteriori*.